

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 257 - VENDREDI 5 JUIN 2015

PÂQUERETTE BLANCHE-NEIGE

"Miroir ! Mon beau miroir !",
sondait le roi Sarko, chaque matin.
Las ! À la fin, le miroir se brisa.
Patrick Buisson ne valait pas
les Frères Grimm. ●

AGENDA MILITANT

→ 10 juin

Paris [Quand les voleurs crient au voleur !](#)

→ 12 Juin

Carpentras, Lyon... [Jeunes travailleurs en colère](#)

→ 13 juin

Guéret [Pour les services publics, convergeons !](#)

→ 17 juin

Amiens [Libertés publiques, syndicalisme](#)

→ 20-27 juin

Europe [Avec les Grecs : changer l'Europe !](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Le rassemblement**

[Panthéon, catafalque d'une gauche.](#)

Roger Martelli

→ **Rencontres / à lire**

[Trois livres sur "La" République.](#)

Pierre Zarka

Le Front de gauche entre impuissance et démission

L'inertie du Front de gauche est désespérante. Certes, ici et là, des démarches locales perdurent, mais globalement il n'existe aucune impulsion de ses principales composantes. Pendant ce temps, Cambadélis fait triompher la ligne de droite du PS, avec le piteux soutien de Martine Aubry : la possibilité de constituer une autre majorité à gauche n'a aucune crédibilité. L'UMP refait sa vitrine pour constituer une nouvelle machine électorale pour Sarkozy. Et le Front national se tient prêt à jouer la force attrape-tout des mécontentements.

Au fil des ans, tout a été écrit sur ce qui aurait dû être initié par le Front de gauche. Les uns et les autres savent très bien que ce qui, seul, pourrait faire dynamique, c'est un espace politique large et pluraliste, donnant du pouvoir aux citoyens, décloisonnant mouvement social et politique institutionnelle, contribuant à l'essor des luttes, dépassant le centrage sur la politique électorale.

Mais le PCF reste conditionné par la crainte de son propre dépassement et le PG entend toujours imposer sa vision et la promotion de son leader. De fait, aucune des forces du Front de gauche ne parvient à engager des campagnes crevant les plafonds de verre du désintérêt des citoyens et de la censure médiatique.

Au total, là où un ancien secrétaire général de la CGT expliquait au *Monde*, il y a plus d'un quart de siècle, que « *Le PCF veut sincèrement changer mais il a dû mal à le faire* », on peut écrire aujourd'hui que « *Le Front de gauche sait bien ce qu'il devrait faire mais ses composantes ne veulent pas sincèrement le faire* ». Il n'a d'ailleurs pas de stratégie, et c'est normal, puisque ses composantes n'en discutent même pas.

Quant à Cécile Duflot, elle apparaît elle aussi prisonnière de la culture d'appareil, qui conduit EELV à préférer une apparition électorale isolée - comme le NPA - plutôt que la naissance d'une coalition large contestant l'hégémonie du PS.

En Grèce, la contestation de l'austérité s'est installée au plus haut niveau de l'État, à partir d'un puissant mouvement du peuple et de sa concrétisation par une dynamique politique. En Espagne, une telle dynamique marque des points. En Italie, dans une autre situation, le Mouvement 5 étoiles - quoi qu'on en pense - chahute le paysage politique. Dans ce contexte européen, de quoi la situation française est-elle le nom ? Elle est le nom d'une démission : une lamentable démission imputable à ceux qui, en situation de responsabilités, n'essaient même pas sérieusement.

● Gilles Alfonsi



Face à la crise sanitaire et humanitaire grecque, l'urgence de la solidarité et de l'action politique

Une délégation¹ du collectif Solidarité France Grèce pour la Santé a voulu se rendre compte sur place, du 11 au 16 mai 2015, de l'état du système de santé, des besoins et de l'ampleur de la résistance contre l'austérité grâce à la solidarité développée sur le territoire grec. Un récit de Danielle Montel.



Le collectif Solidarité France-Grèce pour la santé est né de l'initiative d'un petit groupe de personnes d'origine grecque vivant en France et désirant agir collectivement et concrètement en solidarité avec les Pharmacies et Dispensaires sociaux en Grèce.

Dans un premier temps a été déterminé, avec les acteurs des dispensaires, le type et la forme de soutien dont ils avaient besoin. Le collectif a été étendu en le portant dans nos milieux personnels, professionnels et/ou militants.

Ainsi se sont rassemblées des personnes de tous horizons (associatifs, professionnels, politiques, syndicaux) pour :

- informer le plus largement possible sur la crise sociale et sanitaire en Grèce et sur ses origines politiques,
- créer en France les maillons d'une chaîne européenne de solidarité, notamment en collectant et envoyant sur place le matériel médical et pharmaceutique nécessaire,
- contribuer aux débats nécessaires sur la santé publique et les soins pour tous et toutes,
- élargir l'initiative par un appel à soutien, notamment sur le site du collectif : <https://solidaritefranco-grecque.wordpress.com/>

Nous avons rencontré de nombreux acteurs de la santé : les animateurs de dispensaires auto-organisés et leur coordination, les personnels des hôpitaux publics généralistes et psychiatriques, les responsables de l'association Solidarité pour tous, les militants syndicaux, le ministre adjoint à la Santé et le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, des parlementaires de la commission santé SYRIZA. Nous avons également été reçus au ministère de l'Éducation nationale. De tous ces échanges incroyablement riches, humainement et politiquement, nous revenons profondément bouleversés, nous rentrons la tête pleine d'images, de témoignages... mais aussi avec beaucoup de travail pour que ce que nous avons vu et entendu ait un écho durablement utile.

Car nous sommes aussi lucides : il y a urgence. La situation sanitaire est catastrophique, la crise humanitaire est effrayante.

Les dispensaires sociaux, auto-organisés foyers de solidarité et de citoyenneté

Environ 50 dispensaires solidaires sociaux sont nés de la crise dans toute

la Grèce grâce à l'action de médecins, généralistes ou spécialistes, dentistes, pharmaciennes, psychologues volontaires, ainsi que des personnels paramédicaux et administratifs venus spontanément et qui s'y impliquent gratuitement avec le soutien actif des citoyen-nés.

Notre délégation a rencontré les équipes des dispensaires sociaux solidaires de Korydallos (Pirée), de Vyronas, le KIFA² du centre d'Athènes, le K.I.F.A. de Néa Ionia, de Patissia, de Peristeri, de Néa Smyrni, d'Ellinikon et d'Halandri. Nous avons également été reçus par la coordination athénienne des dispensaires et pharmacies sociaux solidaires.

Partout s'exprime un objectif essentiel : répondre aux besoins en santé, quelle que soit la situation du patient : précaires, chômeurs, migrants, sans papiers...

Une volontaire du dispensaire de Patissia précise : « *Nous n'avons pas comme objectif de répondre à la nécessité de fournir des médicaments en pratiquant la charité, nous luttons pour que le soin médical devienne un droit social, inaliénable, pour tous. Nous avons comme ambition de contribuer à la prise de conscience de nos concitoyens et à la revendication active et commune des droits sociaux de la santé et du soin médical. (...) Nous considérons notre initiative comme partie d'un mouvement général de solidarité qui se* ●●●

¹. Composition de la délégation : ATTAC, Coordination des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité, CODEGAS, CGT Sanofi, SNESUP-FSU, SUD Santé Sociaux, SMG, USMC/SNCDSCS, Ensemble, NPA, PCF, PG.

². Dispensaire social et Pharmacie.



À gauche : "La santé est un droit. Tous ensemble ! KIFA" –

À droite : "La solidarité maintient la vie à Kobané. Nous collectons des aliments secs et des médicaments".

●●● *développe au sein de la société grecque. Tous, ensemble, nous luttons pour que les droits sociaux ne soient pas abolis et pour que le régime de la peur et de l'individualisme ne domine pas. Nous luttons pour établir des valeurs de solidarité, de justice et de dignité».*

Partout est assuré un fonctionnement démocratique, avec l'égalité de tous les membres, et toutes les décisions sont prises en AG.

Des locaux sont mis à disposition par des particuliers, des associations (par ex. de parents d'élèves) des municipalités... Le matériel médical d'intervention, les lits, les cabinets dentaires, les médicaments, les vaccins, sont des dons. Les citoyens participent. Dans de nombreux dispensaires, nous avons constaté que chaque jour des personnes apportent des petits sacs de médocs, qui sont ensuite triés, répertoriés et disponibles pour les traitements des patients...

Certains dispensaires prodiguent des soins directement dans leurs locaux, d'autres dispensaires coordonnent des réseaux de médecins libéraux qui reçoivent gratuitement les patients qui leur sont envoyés (notamment cardiologues, ophtalmos, dentistes...). Tous ont vu leur activité croître en moyenne de 40 % l'an.

Partout, trois besoins majeurs sont constatés : les soins bucco-dentaires, une demande psychiatrique et psychologique forte de la part des usager-es, conséquences directes de la pauvreté et de la précarité, entraînant une explosion de dépressions et de suicides, et la carence en médicaments pédiatriques indispensables et notamment en vaccins. Le coût de vaccination d'un enfant jusqu'à l'âge de 6 ans est de 1 400 à 1 800 euros, ce qui est beaucoup trop onéreux pour les familles sans couverture sociale, d'où une protection vaccinale insuffisante, avec des enfants de 2 ou 3 ans n'ayant reçu aucun vaccin. Les cas de tuberculose sont en augmentation et il est même fait mention de cas de rage. La Grèce en 2015 a battu le record européen de mortalité due à la grippe (110 décès pour une population de 10 millions). Le coût du vaccin est de 6 euros.

Face à cette situation, nous sommes impressionnés par l'inventivité et la pertinence de l'action des animatrices et animateurs des dispensaires, leur dynamisme, en tissant du collectif au-delà des soins dispensés et des médicaments distribués.

En effet, une majorité de ces dispensaires s'inscrivent également dans une multitude d'actions solidaires sur les déterminants

de santé : alimentation, logement, vêtements, culture, éducation... Les témoignages des volontaires des dispensaires sociaux attestent de l'importance de l'action collective pour retrouver la dignité de chacune et de chacun.

La démarche de solidarité ne s'arrête pas aux frontières grecques: le soutien aux combattantes et combattants kurdes de Kobané par l'apport de matériel médical en témoigne ainsi que l'aide à l'obtention de papiers pour les personnes émigrées.

L'association grecque Solidarité pour tous : un travail de "facilitateurs"

Ses membres accompagnent des familles surendettées (les dettes sont majoritairement le fait d'assurance maladie ou d'impôts non payés), notamment du fait du coût des soins sous l'ancien gouvernement), ils s'opposent aux expulsions et aux mises aux enchères.

Ils animent des groupes de réflexion locaux sur comment travailler autrement, améliorer la production agricole et la transformation des produits, utiliser les compétences locales et relancer en autogestion les petites entreprises qui ont fermé avec les outils et machines encore sur site. Sur le volet santé, avec le nouveau gouvernement, les animateurs de ●●●

●●● l'association militent pour dissocier la prise en charge des soins de santé du fait d'avoir un emploi.

Depuis un an et demi, ils travaillent avec des organisations syndicales et ouvrières autour de la question de la solidarité comme élément constitutif de leurs actions. En effet, ils considèrent que le mouvement syndical s'est déconsidéré pendant la crise en restant campé sur les seules revendications corporatistes et la défense des acquis. La victoire des "gants rouges" (femmes de ménages licenciées en masse des ministères, l'an dernier) est un signe encourageant.

Les élus entre urgences et blocages européens

Au ministère des Affaires sociales et de la Santé, notre délégation a été reçue par le ministre grec délégué à la Santé, Andreas Xanthos, ainsi que par le ministre des Affaires sociales et de la Santé, Panayotis Kouroubilis.

A. Xanthos, médecin hospitalier, est le cofondateur du premier dispensaire social en Crète Rethymnon en 2008. Il nous a décrit la dégradation de la situation sanitaire, sous-évaluée jusqu'en 2012 par les autorités au pouvoir : il parle de catastrophe humanitaire. Il fait état de la désorganisation du Service public au profit du secteur privé. Exemple révélateur et fait lourd de conséquence, le bâtiment du

ministère a été vendu aux spéculateurs immobiliers par le précédent gouvernement. Son loyer annuel aujourd'hui équivaut à la construction d'un hôpital.

« Tous, ensemble, nous luttons pour que les droits sociaux ne soient pas abolis et que le régime de la peur et de l'individualisme ne domine pas. Nous luttons pour établir des valeurs de solidarité, de justice et de dignité. »

Pour A. Xanthos, les dispensaires sociaux ont permis de mesurer la réalité de la catastrophe sanitaire : la demande de soins vers le secteur public a progressé de 30 %, dans un même temps, les moyens ont diminué de 40 %, l'effectif en personnel de 30 %. Et 2,5 millions de Grecs sont sans couverture sociale.

Nous avons échangé sur les points majeurs suivants du programme de santé du nouveau gouvernement :

rétablissement et extension de la couverture maladie, suppression du forfait hospitalier de 5 € et de 1 € sur les médicaments, accès gratuit aux soins primaires quels que soient la nationalité, le revenu, le statut de l'emploi et la position sociale, restauration du système de santé...

A. Xanthos argumente sur le fait que l'affrontement sévère entre le gouvernement grec et l'Union européenne concerne tous les peuples européens car la Grèce sert de cobaye à l'Europe de la finance. Nous avons discuté de la nécessité de créer un rapport de force local, mais aussi européen, voire mondial, sur la question du médicament face à la puissance des multinationales. Nous avons conclu ensemble sur l'importance des liens de convergence des luttes contre l'austérité qui se constituent en Europe, précieux pour le gouvernement grec et pour la démocratie européenne.

Au Parlement, nous avons rencontré 5 députés de SYRIZA et 5 membres de SYRIZA, des commissions santé, avec leur coordinateur respectif Kostas Zacharias et Beltsios Michalis. À noter que 20 % des indemnités parlementaires des députés de SYRIZA sont versés à Solidarité pour tous.

L'échange a porté sur la situation dans leur région d'origine (nombre d'entre eux ●●●)



À gauche : Annonce de la semaine européenne de solidarité

À droite : Elliniko, 13 mai 2015 : un cabinet dentaire offert par des Allemands solidaires.

●●● sont élus hors Athènes). Nos interlocuteurs nous ont confirmé que la crise du service public confronté aux politiques d'austérité des memoranda s'était couplée avec une demande croissante en santé, liée aux effets de la crise et des ressources en baisse des Grecs. Les dispensaires sociaux solidaires ont été un élément essentiel de résistance et de mobilisation.

Si le gouvernement a pu prendre de premières mesures essentielles, de nombreux projets sont bloqués, faute de financement. C'est un enjeu important dans le cadre du bras de fer politique avec la commission européenne et la Banque centrale européenne. Nous avons abordé les éléments du débat au sein de SYRIZA sur la manière de relever le défi.

Les politiques de l'Union européenne aggravent le désastre hospitalier

L'hôpital public est au bord de l'effondrement. Nous avons visité Sotiria, hôpital historique et de référence dans les Balkans pour les maladies respiratoires et la tuberculose. Or, cet hôpital est sous-financé et manque crucialement de personnels et de matériel (5 services y ont été fermés).

Les effectifs paramédicaux sont en chute libre du fait des départs en retraite non remplacés. La surcharge de travail des personnels soignants est énorme et due en partie à la désorganisation des soins

primaires (ainsi 112 patients sont vus aux urgences en 12 h de garde pour une seule praticienne). Et les étudiants en médecine s'expatrient alors que le système sanitaire grec a besoin d'eux ; mais les salaires sont très faibles et les conditions de travail très flexibles.

**« Nous considérons
notre initiative
comme partie
d'un mouvement général
de solidarité
qui se développe au sein
de la société grecque. »**

Avant l'arrivée au gouvernement de SYRIZA, une violence inouïe s'exerçait sur les patient-es. Ainsi l'administration demandait aux femmes enceintes 1 000 € par accouchement. À défaut de possibilité de paiement par les futurs parents, il était fait pression sur les membres de la famille, ou des biens étaient saisis au domicile. Des familles ont été ruinées lorsqu'un de leurs membres était atteints de maladie chronique nécessitant une hospitalisation. Il y a eu aussi à l'annonce d'une maladie grave, des suicides de personnes voulant éviter d'être à charge pour leurs proches.

D'où un mouvement qui se développe sur le thème "la santé n'est pas une marchandise".

Nous avons reçu des témoignages identiques à l'hôpital Elpis, où la délégation a rencontré les syndicats des personnels. Il a été fait état, par exemple, de services de 19 lits accueillant jusqu'à 52 patient-es.

Dans les hôpitaux psychiatriques, le constat est terrible. Sur les huit établissements publics de psychiatrie, trois seulement sont encore ouverts. Les structures extra-hospitalières et associatives ont fermé les unes après les autres. Des patients sont abandonnés à la rue ou à charge des familles. À terme, c'est la disparition quasi-totale des hôpitaux publics de psychiatrie qui est visée par les politiques imposées par l'Union européenne.

Ainsi, pour l'hôpital psychiatrique Dafni, sur les mille poste de soignant-es à l'origine, 500 seulement sont pourvus et assurent les soins pour 1 100 patient-es hospitalisés et l'accompagnement de 600 personnes en extra-hospitalier. Ceci alors que la demande de soins a augmenté de 60 % en quelques années et que la part des hospitalisations sur demande judiciaire est largement majoritaire (60 %).

Personnels et malades collaborent à la survie de l'hôpital, par exemple en ●●●

●●● vendant le produit de cultures vivrières locales à l'entrée de l'hôpital.

Si les mesures que l'Union européenne veut imposer sont suivies, cet hôpital fermera en Juin prochain.

Les personnels encore présents, toutes catégories confondues, œuvrent à maintenir des soins diversifiés et de qualité. Comme ils nous l'ont confié, alors qu'à une autre époque, ils militaient pour une psychiatrie extra-hospitalière sectorisée, ils sont contraints aujourd'hui à se battre pour sauver leur hôpital, seule condition pour garder leurs maigres moyens. La pédo-psychiatrie est quasiment réduite à néant et il faut plus de sept mois pour obtenir un rendez-vous.

En psychiatrie comme ailleurs, les patients sont orientés vers le privé lucratif. Des cliniques de haut niveau pour patients solvables, mais aussi des cliniques bas de gamme où l'on peut trouver des malades majoritairement sous contention physique (la nuit, une psychiatre, deux soignants pour... 240 patient-es, pas de draps, pas de chauffage!).

Une force motrice importante pour les peuples d'Europe

L'immense engagement des volontaires, personnels, militants impliqués dans des

processus de solidarité, de convivialité et de lutte ressort des expériences et des propos recueillis. Quelques exemples :

- Elena, du dispensaire de Patissia : la lutte contre cette Europe néo-libérale, qui nie la démocratie et la dignité humaine, est loin d'être finie. Elle sera à nouveau dans la rue, sur les places, avec ses camarades de classe pour cela.

L'affrontement sévère entre le gouvernement grec et l'Union européenne concerne tous les peuples européens car la Grèce sert de cobaye à l'Europe de la finance.

- Le personnel de l'hôpital psychiatrique de Dafni à propos des patients : Ce sont des sans voix, nous serons leur porte voix. Nous défendrons tous leurs droits. Nous ne permettrons pas qu'ils se retrouvent dans les rues et dans les parcs.

- Martina, responsable du dispensaire Péristeri, professeur de français en retraite : Les Grecs ont la réputation d'être paresseux et de dépenser l'argent qu'ils n'ont pas gagné ! Les libéraux ont

besoin de cette communication mensongère. Pour moi, l'action de solidarité est la plus belle action dans ma vie. Son contenu m'a donné du courage, le sourire, et permet d'affronter l'avenir avec l'espoir que tout va s'améliorer. Avant, nous ne voulions pas parler des difficultés. Avec les dispensaires, nous avons pu parler des problèmes des autres et de nous-mêmes. Les patients, au commencement, venaient au dispensaire timidement. Ensuite, ils se sont libérés sur leurs problèmes. Puis ils se sont intégrés aux actions, aux manifestations. Puis sont devenus des amis. Ils se sont mobilisés pour la gratuité de la santé, c'est normal. Nous allons continuer jusqu'à ce que cela s'améliore. Il y aura encore le pauvre, le démuné, l'émigré. Nous allons continuer d'exister dans un monde rêvé sous de nouvelles formes. La résistance du peuple de Grèce est une force motrice importante pour les peuples d'Europe.

Martina rappelle l'un des mots d'ordre des manifestations : « Nous ne devons pas ! Nous ne vendons pas ! Nous ne payons pas ! »

À la question d'un d'entre nous: « *Que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider aujourd'hui ?* », la réponse a fusé : commencez par « *virez vos gouvernants qui soutiennent*



Dans les rues d'Athènes, mai 2015. À gauche, : appel à la grève des personnels hospitaliers, le 20 mai 2015.

●●● *la politique austéraitre de l'Union européenne. Engagez vous dans une lutte coordonnée et solidaire contre ces politiques qui agissent contre l'intérêt des peuples du monde, une lutte contre les politiques nationales qui y concourent et contre les injonctions de l'Europe financière, pour revendiquer la construction d'un Europe sociale. »*

Face à l'urgence en Grèce la lutte concertée des peuples en Europe

Nous avons pris des contacts, créé des liens, construit des projets.

De ce séjour, quelques pistes se dégagent.

Le vote de SYRIZA marque une forte volonté du peuple de changement pour une politique sociale et sociétale, ceci dans un contexte où les forces libérales du capital dominant et craignent toute mise en cause. Les coups accélérés posent la question de l'urgence.

Le bilan humanitaire catastrophique confirme qu'il n'y a pas de possibilité d'avenir dans le libéralisme pour des femmes et des hommes dignes et solidaires, aspirant à l'éthique et au progrès.

Les citoyens, les salariés, les chômeurs, les démunis, les couches moyennes, les émigrés... tous veulent être respectés et disposer des moyens indispensables à la vie : nourriture, logement, santé. Ils

aspirent à ce que chacun compte pour un et soit impliqué dans les choix et les décisions collectives.

C'est le socle qui les rassemble, qui nous rassemble.

Ces aspirations, ces attentes sont les bases des dispensaires auto-organisés, elles sont aussi les bases solides d'une construction par le bas, d'une alternative

**Il est urgent
d'agir partout
et de se rassembler
pour une Europe sociale
et un monde où la santé
sera un droit pour tous,
un bien de tous.**

pour une société cohérente, ambitieuse, créatrice. Ce processus demande de débattre, d'innover à tous les niveaux, tous les échelons.

- Concernant la santé, les multinationales pharmaceutiques dans nos pays, en Europe et dans le monde, financiarisent la santé des peuples pour assouvir les exigences croissantes des actionnaires. Face à cette domination des entreprises privées sur l'industrie du médicament et des vaccins, il est nécessaire de

construire d'autres rapports de force à tous les niveaux, notamment européens, et des interventions sur des enjeux cruciaux.

- Les recherches, les choix, la prise de décision, la production, les prix, la transparence, leur contrôle, les critères d'autorisation de mise à disposition notamment des médicaments et vaccins innovants, le brevet, la commercialisation et le cadre légal imposé par l'UE sont autant d'éléments à affronter en convergence.

- Besoins et visées se rejoignent. Ils nous invitent à débattre, à faire lien pour travailler des alternatives assurant la socialisation, la sortie du marché, la maîtrise par les femmes et les hommes du processus et de sa finalité.

De ces rencontres, nous revenons avec le désir et la volonté de faire connaître, de partager, d'agir et de coopérer avec ces volontaires, avec les personnels et militants impliqués dans des processus de solidarité, de convivialité et de lutte pour maintenir, malgré les circonstances, un système de soin de qualité, indispensable !

La Grèce est un laboratoire, un test pour l'Europe libérale. Il est incontournable et urgent d'agir partout et de se rassembler pour la vie, pour exiger une autre politique sociale, une Europe sociale et un monde où la santé sera un droit pour tous, un bien de tous. ●●●

Au collège, la réforme et un peu plus...

C'était la semaine dernière au collège : heure d'information syndicale sur la réforme des collèges.

Les collègues du SNES et de FO prennent en main l'animation de la réunion.

Beau boulot. La réforme est tordue, elle avance masquée, mais l'effort de clarification des syndicalistes est efficace.

Chacun comprend l'essentiel : les financements annoncés qui masquent de sévères coupes budgétaires, la concurrence entre disciplines ouverte sous l'appellation «autonomie», l'interdisciplinarité promotionnée à grands frais médiatiques, imposée sans moyens, sans formation et qui occulte l'appauvrissement des contenus enseignés et la dénaturation du métier d'enseignant. Enfin, l'affaiblissement des cadres nationaux de référence qui institutionnalise l'école inégalitaire.

À l'issue de l'assemblée, chacun s'affirme content d'y voir plus clair. Et moi, bof, pas vraiment satisfaite : sentiments d'inachevé, que l'essentiel n'y est pas.

Les discussions de salle des "profs" durant les jours qui ont précédé cette heure d'information syndicale étaient difficiles. Difficile d'examiner les fondements de cette réforme, difficile de la rattacher aux grandes lignes de la politique du gouvernement, difficile de montrer comme l'égalité est un droit encombrant pour le développement des profits capitalistes et que, donc, le personnel politique au pouvoir s'efforce d'en limiter la portée, tout particulièrement à l'école.

Je poursuis néanmoins le débat à la pause café et sur le parking.

À première vue, les collègues ne semblent pas avides d'en découdre contre la réforme, même s'ils affichent à son égard une réelle hostilité. Je crois néanmoins que cette première impression n'est pas la bonne. À bien les écouter, je crois qu'ils sont certes malheureux pour eux-mêmes et pour leurs élèves, mais ils réagissent comme si la réforme était finalement un objet un peu petit en regard de ce qui les étreint.

Entendons bien. Ouverte sur la réforme des collèges, la discussion, très vite, prend un autre tour :

Ils parlent comme des personnes vexées, trompées, amères...

Ils fustigent « *nos dirigeants* », « *qui ne s'occupent que de leurs intérêts* ».

Ils disent qu'« *il n'y a plus de démocratie* ».

Ils disent que ce sont toujours « *les mêmes qui payent* ».

Ils disent que « *tout le monde ment* ».

Ils disent que si ça continue, ils ne voteront plus.

Ils disent que ce sont « *les mêmes les plus en difficultés qui vont payer* ».

Il y a bien sûr la réforme au milieu de tout ça, mais je crois qu'ils trouveront la force de lui briser les reins s'ils ont le sentiment qu'attaquant la réforme, ils s'en prennent aux dérèglements sociaux, économiques, moraux, culturels de notre société.

Décidément mes collègues m'aident à réfléchir. Ils disent ou plutôt l'un d'eux dit : « *Il nous faudrait un Podemot* ». Dans le même souffle, il en dit l'impossibilité.

Aubaine, j'embraye !

Je dis politiques alternatives, et le Front de Gauche, ses limites, et ses possibles aussi.

Je dis qu'il y a notre lutte contre la réforme du collège, mais qu'il y a aussi celle des hôpitaux, qu'il y a aussi celle de Triskalia¹.

Je dis rupture claire avec les politiques austéritaires et régénérescence de la démocratie.

Je dis alors que certes, les élections ne sont pas la seule voie de transformation, mais qu'il serait folie de ne pas contester les manettes aux libéraux.

Et pendant que je dis tout cela, il me trotte dans la tête le coût faramineux de ce bulletin de vote Hollande que nous avons utilisé pour barrer Sarkozy, et qui n'a pas barré sa politique.

Et j'imagine le coût faramineux que paierait l'espoir de transformation, si vagissant et ténu soit-il, si, au détour d'un deuxième tour, bon sang de deuxième tour, il fusionnait, mélangeait, distribuait, vendait, négociait ses bulletins de vote avec ceux des libéraux...

● Catherine Destom-Bottin



1. Voir "La mort est dans le blé, la vie dans les luttes", *Cerises* n°250, ici : www.cerisesenligne.fr/article/?id=4861



Un très bon documentaire de 65 minutes, actualisé en mai 2015, pour introduire un débat, en particulier dans le cadre de la semaine européenne de solidarité avec les Grecs, du 20 au 27 juin. Toutes les infos sur <https://lesfilmsdumouvement.wordpress.com/>



● **Absurdité.** Après la publication des nouveaux chiffres du chômage, la presse explique que le gouvernement, soucieux d'en inverser la courbe dans les prochains mois, vient de décider le financement de 100 000 contrats aidés supplémentaires en 2015. Il faut dire que le nombre de demandeurs d'emplois a augmenté de 5,1 % sur un an, pour atteindre les 3,795 millions de personnes. Ainsi, pour masquer l'échec global de la politique dite de compétitivité de l'État, l'exécutif s'accroche à l'objectif d'un retournement symbolique de la conjoncture de l'emploi. Les commentateurs s'attachent aussi à souligner qu'entre la situation de l'Allemagne ou de l'Angleterre et la situation des pays du Sud de l'Union européenne, la France serait dans une position médiane. Bref, pour éviter un débat public sur l'austérité et ses effets délétères pour l'emploi, tous les moyens sont bons.

● **Projet liberticide.** Le projet de loi sur le renseignement fait l'objet d'un flot de critiques, qui portent le plus souvent sur deux points : son caractère liberticide et son inefficacité. Au moment où les États-Unis commencent à tirer des leçons de la période qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001, tout se passe comme si la France s'inspirait du *Patriot Act* américain. Un des

points centraux du discours gouvernemental consiste à prétendre que les données collectées par les services de renseignement seraient anonymes... alors même que seront collectés, par exemple, les numéros de téléphone et la localisation des personnes. Maryse Artiguelong, animatrice de l'Observatoire des libertés et du numérique, alerte dans *L'Humanité* : « (...) les Français doivent comprendre qu'ils pourront tous être surveillés, voire suspectés. En effet, il est prouvé que les algorithmes qui seront utilisés pour "filtrer" les informations ne sont pas fiables à 100 %. Or, un taux d'erreur de seulement 1 % équivaut à 600 000 personnes à l'échelle de la population française. »

● **Prostitution.** La pénalisation des clients de prostituées a été adoptée par la commission de l'Assemblée nationale, ce 2 juin, dans le cadre de l'examen en seconde lecture de la loi "renforçant la lutte contre le système prostitutionnel". Pour mémoire, lors de l'étape précédente du parcours parlementaire du projet de loi, le Sénat l'avait supprimée. Un des autres points de clivage sur cette loi concerne la conditionnalité ou non de l'accompagnement des personnes prostituées : faut-il aider toutes les personnes ou les dispositifs d'aide aux personnes doivent-ils être centrés sur les seules personnes déjà engagées dans un parcours de sortie de la prostitution ? Lire notre dossier, "Les marchands de sable de la pénalisation des clients des prostituées" : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4844&q=prostitution>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

